



## MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

### MARCHE D'ACHAT DE FOURNITURES

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

### APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

**ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE n° 2025-8655-035**

#### Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la fourniture de lattis bois pour les unités de production de l'Agence Travaux Lorraine Champagne-Ardenne (départements 08, 10, 51, 52, 54, 55, 57 et 88).

Il fait suite au marché n°2025-8655-016 déclaré sans suite pour motif d'intérêt général.

#### Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts  
Direction territoriale Grand Est  
Agence travaux Lorraine Champagne-Ardenne

#### Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est M. Christophe FOTRE, Directeur Territorial Grand-Est de l'Office National des Forêts.

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....</b>	<b>3</b>
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
	LE POUVOIR ADJUDICATEUR EST L'OFFICE NATIONAL DES FORETS, DIRECTION TERRITORIALE GRAND EST, ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, IMMATRICULE SOUS LE NUMERO UNIQUE D'IDENTIFICATION SIRET 662 043 116 03798 DONT LE SIEGE EST AU 5, RUE GIRARDET – CS 65219 - 54052 NANCY CEDEX.....	
1.2.	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
1.3.	PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES).....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
1.4.	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
1.5.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS .....	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>OBJET – DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>3</b>
2.1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	<b>3</b>
2.2.	PROCEDURE.....	<b>3</b>
2.3.	CLASSIFICATION CPV .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>3</b>	<b>CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
3.1.	FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
3.1.1.	<i>Décomposition en lots</i> .....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
3.1.2.	<i>Modalités d'attribution de l'accord-cadre</i> .....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
3.2.	VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE).....	<b>5</b>
<b>4</b>	<b>DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>7</b>
<b>5</b>	<b>CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>7</b>
5.1.	PASSATION DES COMMANDES.....	<b>7</b>
5.2.	NATURE DES PRESTATIONS.....	<b>8</b>
5.3.	LIEUX ET MODALITES DE LIVRAISON.....	<b>8</b>
5.4.	DELAIS DE LIVRAISON.....	<b>9</b>
5.5.	ELEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	<b>9</b>
<b>6</b>	<b>CLAUSE D'EVOLUTION TECHNIQUE DES PRODUITS .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>7</b>	<b>PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT .....</b>	<b>9</b>
7.1.	UNITE MONETAIRE .....	<b>9</b>
7.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX .....	<b>9</b>
7.2.1.	<i>Nature des prix</i> .....	<b>9</b>
7.2.2.	<i>Contenu des prix</i> .....	<b>10</b>
7.3.	VARIATION DANS LES PRIX .....	<b>10</b>
7.4.	MODIFICATION DANS LA MASSE DES PRESTATIONS .....	<b>10</b>
7.5.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT .....	<b>10</b>
7.5.1.	<i>Acomptes</i> .....	<b>10</b>
7.5.2.	<i>Facturation</i> .....	<b>10</b>
7.5.3.	<i>Transmission des factures</i> .....	<b>11</b>
7.5.4.	<i>Délai global de paiement</i> .....	<b>11</b>
7.5.5.	<i>Nantissement ou cession de créance</i> .....	<b>11</b>
<b>8</b>	<b>PENALITES .....</b>	<b>11</b>
8.1.	MODALITES DE RETARD DE LIVRAISON .....	<b>12</b>
8.2.	PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE .....	<b>12</b>
<b>9</b>	<b>DROIT, LANGUE.....</b>	<b>12</b>
<b>10</b>	<b>PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....</b>	<b>12</b>
10.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	<b>13</b>
10.2.	TRAVAIL CLANDESTIN.....	<b>13</b>

10.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.....	13
10.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	13

## 1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

### 1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Grand Est, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03798 dont le siège est au 5, rue Girardet – CS 65219 - 54052 Nancy Cedex.

### 1.2. Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique, administratif ou technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre **juridique** est :

Service Achats – Grand Est  
14 rue du Maréchal Juin  
67084 STRASBOURG Cedex  
Email : [achats.grand-est@onf.fr](mailto:achats.grand-est@onf.fr)

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre **administratif** est :

Mme Victoria CHONAVEL  
Assistante achats  
5 rue Girardet – 54000 Nancy  
Téléphone : 06.18.01.60.64 – Email : [victoria.chonavel@onf.fr](mailto:victoria.chonavel@onf.fr)

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre **technique** est :

HOUDY Maxime  
38 Rue Pierre Herluison – 10000 Troyes  
Téléphone : 06 09 90 92 15  
Email : [maxime.houdy@onf.fr](mailto:maxime.houdy@onf.fr)

### 1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements est

Mme Christine SCHMITT, Agent comptable secondaire  
Cité administrative - 14 rue du Maréchal Juin  
CS 50016 - 67084 STRASBOURG cedex  
Téléphone 06 23 24 61 59 – Email : [christine.schmitt@onf.fr](mailto:christine.schmitt@onf.fr)

## 2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

### 2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet la fourniture de lattis bois pour les unités de production de l'Agence Travaux Lorraine Champagne-Ardenne (départements 08, 10, 51, 52, 54, 55, 57 et 88).

Il fait suite au marché n°2025-8655-016 déclaré sans suite pour motif d'intérêt général.

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services.

## 2.2. Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert européen passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Sur toute la durée du marché, tous lots confondus, le montant maximale de commande ne pourra en aucun cas dépasser le seuil du signataire c'est-à-dire 610 000€ HT.

## 2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

03419100	Produit du bois
----------	-----------------

## 3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

### 3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

#### 3.1.1. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 13 lots, chacun donnant lieu à un marché, décrits ci-dessous :

Lots	Prestations	Quantité estimative annuelle sur l'ensemble du lot*	Montant annuel maximum	Localisation
1	Fourniture de Lattis Bois longueur <b>2,5m</b>	1 000	27 500€	Meuse
2	Fourniture de Lattis Bois longueur <b>2,5m</b>	50	1 375€	Moselle
3	Fourniture de Lattis Bois longueur <b>2,5m</b>	1 000	25 000€	Ardennes
4	Fourniture de Lattis Bois longueur <b>2,5m</b>	500	13 750€	Haute Marne
5	Fourniture de Lattis Bois longueur <b>3m</b>	12 000	324 000€	Meurthe et Moselle
6	Fourniture de Lattis Bois longueur <b>3m</b>	200	6 000€	Meuse
7	Fourniture de Lattis Bois longueur <b>3m</b>	200	6 000€	Vosges
8	Fourniture de Lattis Bois longueur <b>3m</b>	1 000	30 000€	Ardennes
9	Fourniture de Lattis Bois longueur <b>3m</b>	2 000	54 000€	Aube
10	Fourniture de Lattis Bois longueur <b>3m</b>	1 500	40 500€	Marne
11	Fourniture de Lattis Bois longueur <b>4m</b>	200	8 000€	Meuse
12	Fourniture de Lattis Bois longueur <b>4m</b>	600	24 000€	Ardennes
13	Fourniture de Lattis Bois longueur <b>4m</b>	200	8 000€	Aube

*\*Les quantités estimatives de commande pour 12 mois sont données à titre indicatif et n'engagent pas l'ONF.*

#### 3.1.2. Modalités d'attribution de l'accord-cadre

Chaque lot est attribué à 5 soumissionnaires.

Les candidats peuvent présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots.

Les bons de commande seront adressés à chacun des titulaires en fonction de leur classement selon la méthode dite « en cascade des mieux disant ». Ils seront donc d'abord adressés au titulaire dont l'offre a été classée en première position, puis au deuxième dans le cas où le premier n'a pas la capacité à réaliser la prestation et enfin à s'adresser au troisième si les deux premiers ne peuvent réaliser la prestation faisant l'objet de la commande et ainsi de suite.

### **3.2. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Le marché ne prévoit pas de PSE.

Les variantes sont autorisées. Elles sont facultatives.

Pour les variantes, un plan détaillé pour chaque type de lattis est obligatoire et doit être joint à la fiche de renseignements. Ce plan devra mentionner les sections de tous les bois : montants horizontaux, verticaux et éventuellement transversaux.

Elles seront évaluées en volume total avec la formule suivante :

**= (longueur des lattes verticales X nombre de lattes verticales X sections des lattes verticales) + (longueur des lattes horizontales X nombre de lattes horizontales X sections des lattes horizontales) + (longueur des lattes transversales X nombre de lattes transversales X sections des lattes transversales).**

Les dimensions des lattis proposés dans le cadre de la variante devront être précisées dans les cases blanches prévues dans le bordereau des prix unitaires.

### **3.3. Prestations similaires**

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

## **4 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES**

### **4.1. Description technique des lattis bois longueur 2,5m (lots 1 à 3) :**

Dimensions du lattis : 250x160cm (11 lattes horizontales et 3 lattes verticales) et/ou 250x200cm (3 lattes horizontales et 11 lattes verticales)

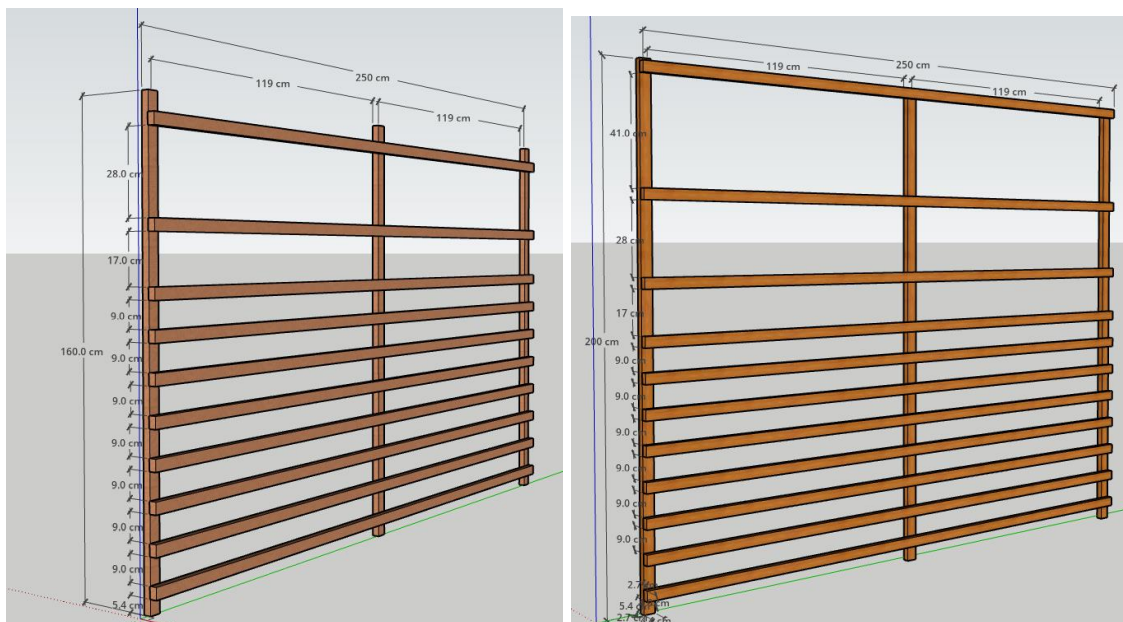
Dimensions des planches horizontales : 250x2,7x4cm

Mesure entre les lattes pour un lattis de 250x160cm : 9cm d'espacement sur les 8 premières lattes ensuite 17 et pour finir 28cm.

Mesure entre les lattes pour un lattis de 250x200cm : 9cm d'espacement sur les 8 premières lattes ensuite 17 puis 28 et pour finir 41cm.

Assemblage en « usine » par agrafes de 45 à 50 millimètres de hauteur, de 1.5 à 2 millimètres d'épaisseur et de 10/15 millimètres de largeur, en acier galvanisé garantissant une durée de vie de 5 à 7 ans. 3 agrafes par barreau.

Les lattis devront être fait avec du bois durable en classe 3 non traité.



Dimension du stabilisateur : 150x2,7x4cm

#### 4.2. Description technique des lattis bois longueur 3m (lots 4 à 9) :

Dimensions du lattis : 300x160cm (10 lattes horizontal et 3 lattes verticales) et 300x200cm (3 lattes horizontal et 11 lattes verticales)

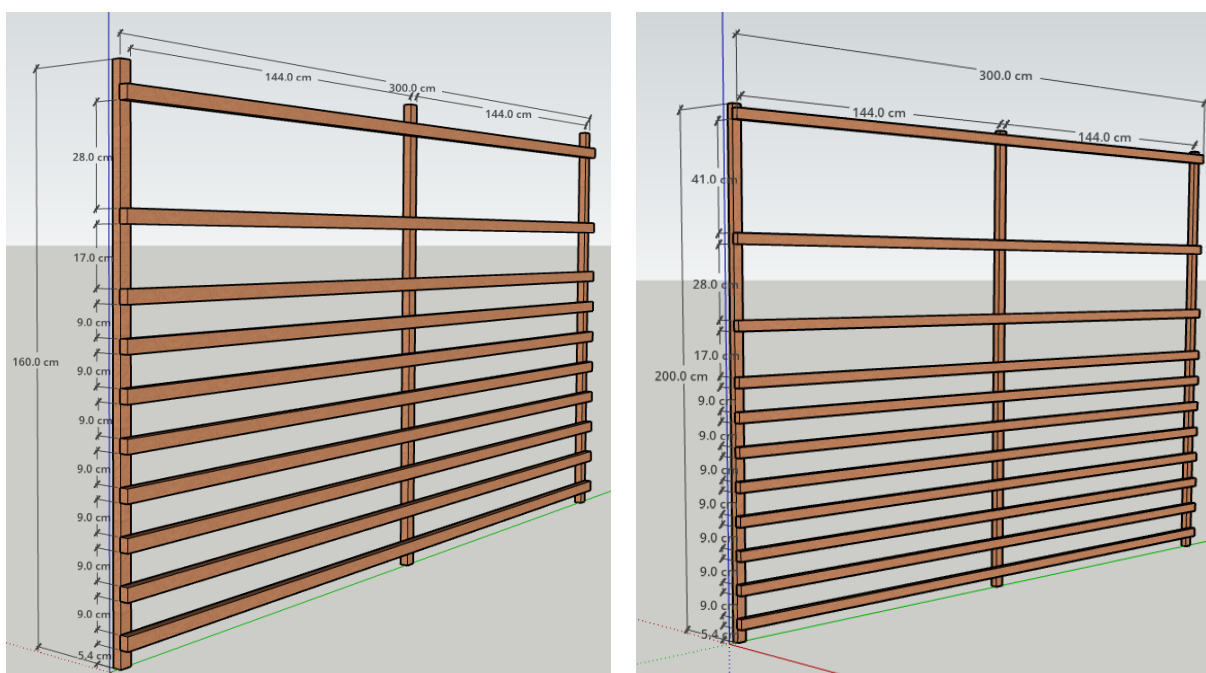
Dimensions des planches horizontales : 300x2,7x4cm

Mesure entre les lattes pour un lattis de 3000x160cm : 9cm d'espacement sur les 8 premières lattes ensuite 17 et pour finir 28cm.

Mesure entre les lattes pour un lattis de 300x200cm : 9cm d'espacement sur les 8 premières lattes ensuite 17 puis 28 et pour finir 41cm.

Assemblage en « usine » par agrafes de 45 à 50 millimètres de hauteur, de 1.5 à 2 millimètres d'épaisseur et de 10/15 millimètres de largeur, en acier galvanisé garantissant une durée de vie de 5 à 7 ans. 3 agrafes par barreau.

Les lattis devront être fait avec du bois durable classe 3 non traité.



Dimension du stabilisateur : 150x2,7x4cm

### 4.3. Description technique des lattis bois longueur 4m (lots 10 à 13) :

Dimensions du lattis : 400x160 (10 lattes horizontal et 3 lattes verticales) et 400x200cm (3 lattes horizontal et 11 lattes verticales)

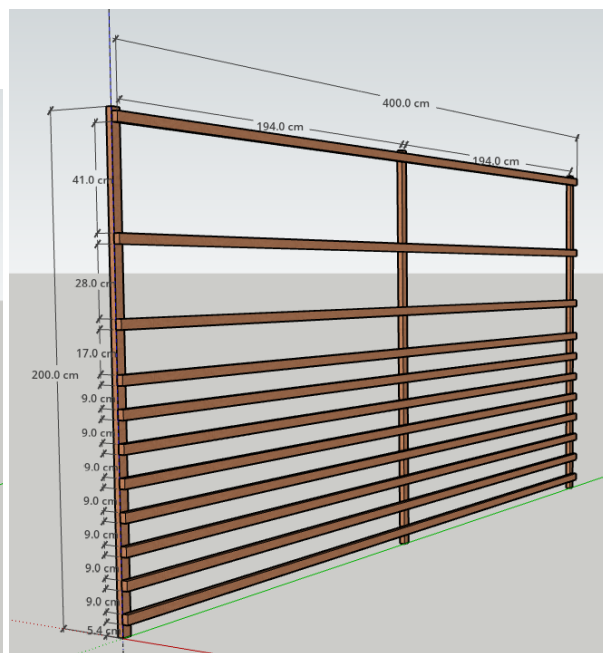
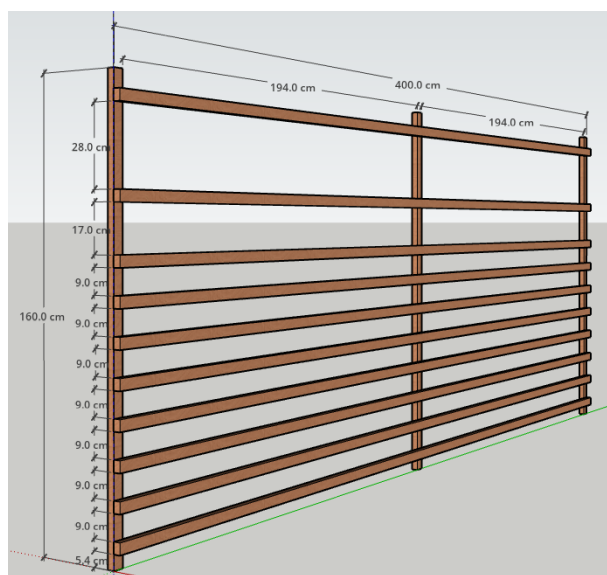
Dimensions des planches horizontales : 400x2,7x4cm

Mesure entre les lattes pour un lattis de 400x160cm : 9cm d'espacement sur les 8 premières lattes ensuite 17 et pour finir 28cm.

Mesure entre les lattes pour un lattis de 400x200cm : 9cm d'espacement sur les 8 premières lattes ensuite 17 puis 28 et pour finir 41cm.

Assemblage en « usine » par agrafes de 45 à 50 millimètres de hauteur, de 1.5 à 2 millimètres d'épaisseur et de 10/15 millimètres de largeur, en acier galvanisé garantissant une durée de vie de 5 à 7 ans. 3 agrafes par barreau.

Les lattis devront être fait avec du bois durable classe 3 non traité.



Dimension du stabilisateur : 150x2,7x4cm

## 5 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement et le Bordereau des Prix Unitaires au présent marché ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Techniques Particulières (CCATP), dont les exemplaires originaux, conservé dans les archives de l'ONF, font seul foi ;
- les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre ;

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

## 6 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

### 6.1. Passation des commandes

Les commandes sont passées au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire.

Aucune livraison ne doit être effectuée sans bon de commande.

Chaque bon de commande indique :



- l'identification des contractants ;
- la référence du présent marché : 2025-8655-035 ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation des fournitures ;
- leur quantité attendue ;
- le montant H.T. ;
- le(s) lieu(x) de livraison ;
- les dates de livraisons.

Les bons de commande sont adressés par courriel au titulaire, l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi du bon de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande.

Les bons de commande, signés par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre. Les commandes émises en fin de marché pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des commandes sera de 2 mois.

## **6.2. Nature des prestations**

Conformément à l'article 20.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures les risques afférents au transport ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement incombent au titulaire du marché.

Les fournitures doivent être livrées convenablement emballées par le titulaire de manière à ce que les marchandises puissent supporter, sans dommage, les risques inhérents au transport.

Le titulaire est tenu de transmettre les consignes de livraison aux prestataires qui effectueront pour son compte la livraison et de prévoir le personnel nécessaire pour son exécution.

En cas d'échange, de retour d'un ou de plusieurs articles, le titulaire prend à sa charge les frais de transport conformément aux dispositions de l'article 6.3 du présent cahier.

Le titulaire prend à sa charge les taxes et assurances afférentes

## **6.3. Lieux et modalités de livraison**

Les livraisons devront avoir lieu du lundi au vendredi inclus, sauf jour férié, entre 8h00 et 16h00, afin de permettre la présence systématique, sauf empêchement d'urgence indépendant de sa volonté, du réceptionnaire ONF. Les livraisons envisagées à des heures différentes devront impérativement avoir fait l'objet d'un accord préalable de l'ONF.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de pouvoir retirer les fournitures commandées sur place, c'est-à-dire dans les locaux du fournisseur.

L'unité de production à l'origine de la commande stipulera au titulaire le mode de retrait au moment de l'envoi du bon de commande.

Le titulaire prendra contact avec le réceptionnaire avant la livraison au moins à 48 heures à l'avance (hors week-ends et jours fériés), de manière à l'avertir du créneau de livraison retenu.

**Quelle que soit la taille de la livraison toute formule qui permet d'affiner l'horaire de livraison (coordonnées tél. du transporteur par exemple) doit être fournie pour éviter les attentes improductives.**

Lorsque l'option de déchargement prévue au bordereau des prix unitaires est indiquée sur le bon de commande, **les manutentions nécessaires au déchargement des produits seront à la charge du fournisseur, qui prendra toute disposition pour le bon déroulement de l'opération.**

Si le transporteur n'est pas apte à effectuer seul cette opération, la livraison sera refusée, **sans**



**qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée à l'ONF.**

Dans tous les cas, le titulaire devra s'assurer auprès des responsables ONF que les moyens qu'il va mettre en œuvre seront compatibles avec les lieux de livraison, notamment en ce qui concerne le moyen de transport utilisé, par rapport à l'accès au site ONF (parfois via route empierrée) et au matériel destiné au déchargement.

La vérification quantitative portera sur le nombre d'éléments. En cas de livraison incomplète, celle-ci devra être complétée dans les 15 jours calendaires suivant le jour de la vérification.

La vérification qualitative portera sur la conformité des fournitures par rapport aux prescriptions techniques stipulées ainsi que la qualité technique apparente des fournitures livrées. En cas de non-conformité des fournitures livrées ou de fournitures défectueuses, celles-ci devront être remplacées dans les 15 jours calendaires suivant le jour de la vérification.

L'ensemble des lieux de livraison n'est pas connu de façon définitive au moment de la signature de ce marché.

Les lieux de livraison seront indiqués sur les bons de commande. Les fournitures seront commandées par camion complet à minima. La taille du camion est donc à préciser dans la fiche de renseignements. Les lattis devront être livrés en palette par le soumissionnaire.

L'ONF s'engage à faciliter les conditions de livraison en privilégiant les sites de livraison aisément accessibles à un semi-remorque. Dans les cas où le lieu de livraison n'aura pas d'adresse postale (en restant toutefois accessible à une semi-remorque), un point de rendez-vous (éventuellement avec coordonnées GPS) sera préalablement convenu entre l'ONF et le transporteur.

#### **6.4. Délais de livraison**

Le délai de livraison de chaque lot sera proposé par le candidat dans son offre au travers de la fiche de renseignements.

Celui-ci ne pourra toutefois pas excéder 10 semaines.

Il débutera à compter de la réception du bon de commande.

#### **6.5. Forfait transport**

Le forfait transport est l'addition des distances entre le dépôt de l'entreprise et le premier lieu de livraison, de la distance entre les lieux de livraisons suivants et de la distance du dernier lieu de livraison au dépôt de l'entreprise.

Il sera appliqué sur le kilométrage le plus court, sur route ouverte à la circulation aux semi-remorques.

Le montant du forfait ne doit pas être une majoration du prix unitaire hors taxes du lattis.

**Toute livraison effectuée dans un lieu différent de celui indiqué sur le bon de commande sera considérée comme non réceptionnée.**

**Pour que la livraison soit acceptée les colis (ou palettes) devront être déposés en présence d'un agent de l'ONF. Le non-respect de cette clause dégage l'ONF de toute responsabilité concernant la marchandise.**

### **7 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT**

#### **7.1. Unité monétaire**

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

#### **7.2. Forme et contenu des prix**

##### **7.2.1. Nature des prix**

Le présent marché est traité à prix unitaire.

Le prix est fixé dans le Bordereau des Prix Unitaires du titulaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées, le prix unitaire figurant au Bordereau des Prix Unitaires.

### 7.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.
- La manutention, le conditionnement, l'emballage et le transport mais également les frais de retour de marchandise pour échange

### 7.3. Variation dans les prix

Les prix sont fermes.

### 7.4. Modification dans la masse des prestations

Dans le cas où des prestations autres que celles prévues dans le bordereau des prix unitaires s'avèreraient nécessaires :

- Soit les nouveaux prix seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Dans le cas où ces prestations ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur. Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celle de l'offre de base. Les nouveaux prix pourront servir de base à la facturation d'autres prestations futures similaires.

- Soit par application des prix du ou des catalogues / tarifs publics applicables à l'ensemble de la clientèle, se rapportant aux prestations objet de l'accord-cadre et affectés du/des taux de remise portés/s à l'acte d'engagement.

Les nouveaux prix seront établis à valeur du mois d'établissement des prix de l'accord-cadre, et subiront les mêmes variations que les prix initiaux.

Le bordereau des prix unitaires sera éventuellement modifié en conséquence.

**Limitation :** Ces nouveaux prix ne pourront être créés que de manière exceptionnelle dans la limite de 10% du total de nombre de lignes apparaissant au BPU soit un total de 1 ligne.

### 7.5. Modalités essentielles de paiement

#### 7.5.1. Acomptes

Sans objet

#### 7.5.2. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF de façon dématérialisée dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : 2025-8655-035 ;
- les références du bon de commande afférent
- le nom du service destinataire ;
- le SIRET du titulaire
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;

- la date d'établissement de la facture ;

**Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.**

**Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Identification et engagement du candidat » de l'acte d'engagement.**

**7.5.3. Transmission des factures**

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro d'engagement juridique :  
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 450XXXXXXX ou 470XXXXXXX.
- Numéro d'identification :  
662043116 03798, SIRET mentionné sur le bon de commande.

**7.5.4. Délai global de paiement**

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

**7.5.5. Nantissement ou cession de créance**

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

<b>8 PENALITES</b>
--------------------

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

### **8.1. Modalités de retard de livraison**

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG FCS et lorsque les délais contractuels sont dépassés le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle:

P = le montant de la pénalité;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable;

R = le nombre de jours de retard.

Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 50 € pour l'ensemble du marché.

Si les retards se prolongent au-delà de 30 jours ouvrés, le pouvoir adjudicateur peut annuler la commande relative à la prestation non réalisée. L'annulation de la commande ne fait pas obstacle à l'application des pénalités de retard.

### **8.2. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé**

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant de l'accord-cadre.

## **9 DROIT, LANGUE**

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

## **10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

#### **10.1. Travailleurs étrangers**

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

#### **10.2. Travail clandestin**

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

#### **10.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes**

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

#### **10.4. Pièces et attestations à fournir**

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : [www.actradis.fr](http://www.actradis.fr)